

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45072 ORLÉANS

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DALKIA BIOMASSE ORLEANS**

Avenue Claude Guillemin  
45000 Orléans

Références : 007/2024  
Code AIOT : 0010010929

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2023 dans l'établissement DALKIA BIOMASSE ORLEANS implanté Avenue Claude Guillemin 45100 Orléans. L'inspection a été annoncée le 07/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DALKIA BIOMASSE ORLEANS
- Avenue Claude Guillemin 45000 Orléans
- Code AIOT : 0010010929
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les installations de la société DALKIA BIOMASSE ORLEANS sont réglementées notamment par l'arrêté préfectoral complémentaire du 02/08/13 autorisant la société DALKIA BIOMASSE ORLEANS à exploiter une centrale de cogénération fonctionnant à la biomasse située avenue Claude GUILLEMIN à ORLEANS suite à la modification de la fosse de stockage de la biomasse.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Gestion des suites des visites du 16/01/2019 et du 20/06/2019

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Emissions sonores- gestion suite visite du 16/01/19	Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article Art. 6.2.2, 6.2.3 et 9.2.6	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Prélèvement d'eau AEP-	Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article Art. 4.1.1 et	Lettre de suite préfectorale	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	gestion suite visite du 16/01/19	9.2.2		
6	Appareils de mesures en continu- gestion suite visite du 16/01/19	Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article Art. 3.3	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article Art. 7.7.4	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Système d'extinction automatique incendie	Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article Art. 7.7.1, 7.7.2 et 7.7.4	Lettre de suite préfectorale	1 mois
10	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article Art. 7.3.2	Lettre de suite préfectorale	1 mois
11	Gestion des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article Art. 7.7.7 et Art. 29.V AM 03/08/2018	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Rejets aqueux- gestion suite visite du 16/01/19	Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article Art. 4.3.9 et 9.2.3	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Plateforme de transit des cendres-gestion suite visite du 16/01/19	Code de l'environnement du 13/12/2023, article L. 511-2 et R. 512-47	Sans objet
5	Rejets atmosphériques- gestion suite visite du 16/01/19	Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article Art. 3.2.4, 3.2.5 et 9.2.1	Sans objet
7	Permis feu-gestion suite visite du 20/06/2019	Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article Art. 7.4.6 et 7.4.6.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Emissions sonores-gestion suite visite du 16/01/19

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article Art. 6.2.2, 6.2.3 et 9.2.6		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, bruit des installations		
<b>Prescription contrôlée :</b> Art. 6.2.2		
<b>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</b>	<b>Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés</b>	<b>Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés</b>
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
Art. 6.2.3 Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :		
<b>PERIODES</b>	<b>PERIODE DE JOUR</b> Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	<b>PERIODE DE NUIT</b> Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveaux sonores limites admissibles		
Point 1 – en limite de propriété du côté des installations SOCOS	59 dB(A)	54 dB(A)
Point 2 – en limite de propriété du côté de l'avenue Claude Guillemin	62 dB(A)	57 dB(A)
Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'Article 6.2.2. , dans les zones à émergence réglementée.		
Art. 9.2.6 Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans un délai de trois mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les ans, par un organisme ou une personne qualifiée. Ce contrôle est effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.		
Les plages horaires à prendre en compte lors des mesurages de bruit intégreront également les plages de 7H à 8H et de 17H à 19H.		
<b>Constats :</b> <b>C1 :</b> Les émissions sonores du site excèdent les valeurs limites d'émissions (en limite de propriété (cause identifiée : bruit camion en attente) et en ZER (cause identifiée : chantier en cours sur le bâtiment voisin du site)). De plus, l'exploitant ne réalise pas un contrôle de ses émissions tous les ans.		
<b>Observations :</b> Pour rappel NC1* de la visite du 16/01/2019 : Les émissions sonores du site excèdent les valeurs limites réglementaires.  Comme indiqué dans ses réponses précédentes, après identification des sources sonores, l'exploitant a réalisé des travaux d'insonorisation avec la mise en place d'un capotage sur le groupe hydraulique. A l'issue de ces travaux, l'exploitant a réalisé une nouvelle mesure des émissions sonores le		

24/09/2021 par l'APAVE.

Le rapport mentionne un dépassement des valeurs en limite de propriété au point 1 (68 dBA au lieu de 59 dBA en diurne). L'exploitant a indiqué que les émissions sont dues aux camions en attente.

**L'exploitant doit mettre en place des mesures organisationnelles afin de limiter les émissions des camions en attente.**

**A l'issue de la mise en œuvre effective de ces mesures, et en l'absence de plaintes, l'exploitant pourrait demander un aménagement des valeurs de bruit en limite de propriété sur le fondement de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, pour une mise cohérence avec l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23/01/1997.**

Concernant les valeurs en zones à émergences réglementées, le rapport mentionne une valeur de 14,5 dBA au lieu de 5 dBA autorisée en période diurne. En période nocturne, les valeurs en ZER sont conformes. Le prestataire émet un avis suspendu sur cette valeur diurne.

L'exploitant a indiqué qu'au moment du contrôle, des travaux étaient en cours sur le bâtiment voisin. Aussi, les bruits captés au niveau de la ZER sont ceux de ces travaux.

Enfin, l'exploitant ne réalise pas un contrôle des émissions sonores de ses installations tous les ans. En effet, la dernière mesure date de 2021. L'exploitant a indiqué qu'une mesure est prévue en 2024.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 2 : Prélèvement d'eau AEP-gestion suite visite du 16/01/19

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article Art. 4.1.1 et 9.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prélèvement d'eau AEP

### Prescription contrôlée :

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Usage et consommations associées	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m³)
Réseau public	- Usage domestique (sanitaires, douches) : 405 m³/an, - Alimentation traitement d'eau : 5 270 m³/an, - Régénération des résines : 143 m³/an, - Lavages et remplissages : 850 m³/an, - Arrosage des cendres volantes : 835 m³/an.	ORLEANS	7 500

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.

### Art. 9.2.2

Les installations de prélèvement d'eau en eaux de nappe ou de surface sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

Ce dispositif est relevé de façon hebdomadaire

Les résultats sont portés sur un registre.

### Constats :

**C2 :** Le prélèvement d'eau est supérieur à la quantité autorisée de 7500 m³/an.

### Observations :

Pour rappel NC2 de la visite du 16/01/2019 : La consommation en eau du site est supérieure à 7500 m³.

L'exploitant a indiqué les prélèvements suivants sur le réseau d'eau potable :

- 2021 : 15113 m³

- 2022 : 16733 m<sup>3</sup>.

L'exploitant a indiqué que les volumes de prélèvement autorisés ne sont pas atteignables en regard des volumes d'eau nécessaires et incompressibles du process et notamment aux volumes nécessaires pour le traitement d'eau et pour le refroidissement des rejets aqueux.

A noter que l'exploitant a mentionné qu'une demande simple de modification des prescriptions avait été transmise en 2014 à l'unité départementale.

L'exploitant relève les prélèvements d'eau de façon journalière avec un relevé de tous les compteurs installés. Les données relevées sont enregistrées.

La société SOCOS possède un forage. Comme déjà mentionné dans le rapport de la visite du 16/01/2019, l'exploitant pourrait se rapprocher de SOCOS pour bénéficier de ce forage.

Par ailleurs, l'exploitant doit aussi justifier que cette quantité d'eau prélevée, supérieure à celle autorisée, ne met en tension le réseau d'eau potable.

Le réseau de chaleur est uniquement exploité par la société SOCOS. DBO fournit de la chaleur à SOCOS via un échangeur. Aucun prélèvement d'eau de DBO n'est donc associé au réseau de chaleur.

**Compte tenu de ce qui précède, l'écart est maintenu et conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement, l'exploitant doit respecter le volume de prélèvement autorisé ou transmettre à Madame la préfète un dossier de porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation pour la justification de l'incompressibilité des besoins en eau à un coût technico économique acceptable et pour la motivation du besoin d'augmentation du volume de prélèvement, en étudiant le cas échéant l'opportunité d'une seconde origine d'approvisionnement en eau.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois

### N° 3 : Plateforme de transit des cendres-gestion suite visite du 16/01/19

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 13/12/2023, article L. 511-2 et R. 512-47

**Thème(s) :** Situation administrative, Régularisation administrative d'une plateforme de transit des cendres

**Prescription contrôlée :**

Art. L. 511-2

Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.

Art. R. 512-47

I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée.

**Constats :**

Pas d'écart constaté

**Observations :**

Pour rappel, NC5 : La plateforme de transit des cendres sous foyer produites sur le site de DBO et exploitée par DALKIA n'a pas fait l'objet d'une déclaration au titre de la rubrique 2716.

Dans le cadre de la régularisation administrative du site de stockage des cendres sur la commune de Férolles, l'exploitant DBO a présenté un récépissé de déclaration initiale pour la rubrique 2716 (volume de 999 m<sup>3</sup>), déclaration avec contrôle périodique, du 23/01/2020 portée par l'exploitant EARL de l'Entézière à Férolles.

En effet, les cendres produites sur le site DBO à Orléans sont envoyées sur une installation ICPE exploitée par l'EARL de l'Entézière à Férolles.

Aussi, la plateforme d'environ 1000 m<sup>2</sup> relevant de la rubrique 2716 (Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes) est donc déclarée et l'écart est soldé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Rejets aqueux-gestion suite visite du 16/01/19

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article Art. 4.3.9 et 9.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, VLE et flux rejets aqueux

##### **Prescription contrôlée :**

Art. 4.3.9

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 3 — eaux industrielles (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3,5)

Paramètre	Concentration maximale (mg/l)
pH	compris entre 5,5 et 9,5 (en fonction des caractéristiques de la neutralisation)
Température	< 30°C
MEST	30
Cadmium et ses composés	0,05
Plomb et ses composés	0,1
Mercurure et ses composés	0,02
Nickel et ses composés	0,5
DCO	125
AOX	0,5
Hydrocarbures totaux	10
Azote global	30
Phosphore total	10
Cuivre et ses composés	0,5
Chrome et ses composés	0,5
Sulfates	2 000
Sulfites	20
Sulfures	0,2
Fluorures	30
Zinc	1

Pour les substances dangereuses prioritaires visées à l'article 9 de la directive n° 2000/60/CE du 23 octobre 2000 susvisée, notamment pour le mercure et le cadmium, éventuellement présentes dans les rejets de l'installation, l'exploitant présente les mesures prises permettant de respecter les dispositions de la directive n° 2000/60/CE du 23 octobre 2000 susvisée qui imposent une suppression du rejet de ces substances dans le milieu aquatique au plus tard à l'échéance 2021.

Le débit maximal de rejets pour les eaux industrielles est de 15 m<sup>3</sup> / jour. Ce débit pourra être dépassé en cas exceptionnel, lors d'une fuite sur les réseaux, ou lors de la vidange des installations, L'exploitant est tenu de respecter pour les eaux industrielles, les flux maximaux journaliers suivants :

Paramètre	Flux maximal (kg/j)
MEST	0,45
Cadmium et ses composés	0,00075
Plomb et ses composés	0,0015
Mercure et ses composés	0,0003
Nickel et ses composés	0,0075
DCO	1,875
AOX	0,0075
Hydrocarbures totaux	0,15
Azote global	0,45
Phosphore total	0,15
Cuivre et ses composés	0,0075
Chrome et ses composés	0,0075
Sulfates	30
Sulfites	0,30
Sulfures	0,003
Fluorures	0,45
Zinc	0,015

#### Art. 9.2.3

Les mesures (concentrations) sont réalisées selon les méthodes d'analyse normalisées en vigueur, à la fréquence définie dans le tableau ci-dessous :

[...]

#### Constats :

**C3 :** A la date de l'inspection, l'exploitant ne justifie pas du contrôle des rejets aqueux réalisés en 2023.

#### Observations :

Pour rappel, NC6 : Les analyses des rejets d'eaux industrielles du site présentent des non-conformités :

- en 2017, dépassement sur le paramètre MES ;
- en 2018, absence de mesure des paramètres sulfites et fluorures ;
- en 2017 et 2018, absence de détermination du flux journalier de polluants rejetés.

L'exploitant a présenté le rapport des analyses des rejets aqueux du 14/11/2022 réalisé par AGROLAB (prélèvement effectué par CERALIM).

Ce rapport ne mentionne pas d'anomalie.

L'exploitant détermine en interne les flux journaliers à partir de ces valeurs et d'un débit rejeté moyenné.

Pas d'anomalie hormis le sulfure dont la concentration est au seuil de la limite de quantification. L'exploitant prend cette valeur de limite de quantification qui ramené à un flux journalier dépasse le flux journalier autorisé.

Compte tenu de ce qui précède, l'exploitant doit justifier que le flux du paramètre sulfure non conforme est acceptable vis-à-vis des enjeux ou l'exploitant doit contractualiser avec un laboratoire en mesure d'effectuer une mesure du paramètre sulfure avec une limite de quantification moindre que le prestataire actuel.

Toutefois, l'écart de la visite précédente est soldé.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué le jour de la visite avoir effectué le contrôle pour l'année 2023 mais n'a pas été en mesure de présenter les résultats des analyses.

**L'exploitant doit transmettre ces résultats.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

#### N° 5 : Rejets atmosphériques-gestion suite visite du 16/01/19

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article Art. 3.2.4, 3.2.5 et 9.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, VLE et flux rejets atmosphériques

#### Prescription contrôlée :

Art. 3.2.4

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs),
- à une teneur en O<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous.

Les valeurs limites d'émissions en concentration s'appliquent à tous les régimes de fonctionnement stabilisés à l'exception des périodes de démarrage, de ramonage, de calibrage et de mise à l'arrêt des installations. Toutefois, ces périodes sont aussi limitées dans le temps que possible.

Paramètres	Concentrations instantanées – conduit n°1 (en mg/Nm <sup>3</sup> )
Concentration en O <sub>2</sub> de référence	6 %
SO <sub>2</sub>	200
NO <sub>x</sub>	400
Poussières	30
CO	200
HAP	0,01
COV	50 en carbone total
HCl	10
HF	5
Dioxines	0,1 ng/Nm <sup>3</sup>
NH <sub>3</sub>	5
Cadmium (Cd) Mercure (Hg) Thallium (Tl) et ses composés	0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en (Cd + Hg + Tl)
Arsenic (As) Sélénium (Se) Tellure (Te) et ses composés	1 exprimée en (As + Se + Te)
Plomb (Pb) et ses composés	1 exprimée en Pb
Antimoine (Sb) Chrome (Cr) Cobalt (Co) Cuivre (Cu) Étain (Sn) Manganèse (Mn) Vanadium (V) Zinc (Zn) et leurs composés	10 exprimée en (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + V + Zn)

Les concentrations du tableau ci-dessus sont les concentrations moyennes sur la période d'échantillonnage de 30 minutes au minimum et 8 heures au maximum.

### Art. 3.2.5

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Conduit n°1	Flux massique horaire maximum Kg/h	Flux massique annuel maximum Tonnes/an
SO <sub>2</sub>	8,63	72,49
NO <sub>X</sub>	17,25	144,90
Poussières	1,29	10,87
CO	8,63	72,49
HAP	0,43 g/h	3,61 kg/an
COV	2,16	18,14
HCl	0,43	3,61
HF	0,22	1,85
Dioxines	4,31 µg/h	36,20 mg/an

Conduit n°1	Flux massique horaire maximum Kg/h	Flux massique annuel maximum Tonnes/an
NH <sub>3</sub>	0,22	1,85
Cadmium (Cd) Mercure (Hg) Thallium (Tl) et ses composés	2,15 g/h par métal 4,31 g/h pour la somme exprimée en (Cd + Hg + Tl)	18,06 kg/an par métal 36,20 kg/an pour la somme exprimée en (Cd + Hg + Tl)
Arsenic (As) Sélénium (Se) Tellure (Te) et ses composés	43,13 g/h pour la somme exprimée en (As + Se + Te)	0,36
Plomb (Pb) et ses composés	43,13 g/h exprimée en Pb	0,36
Antimoine (Sb) Chrome (Cr) Cobalt (Co) Cuivre (Cu) Etain (Sn) Manganèse (Mn) Vanadium (V) Zinc (Zn) et leurs composés	0,43 pour la somme exprimée en (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + V + Zn)	3,61 pour la somme exprimée en (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + V + Zn)

Plages de fonctionnement : 8 400 h/an.

### Art. 9.2.1

Les mesures sont réalisées selon les méthodes d'analyse normalisées en vigueur, à la fréquence définie dans le tableau ci-dessous :

Conduit n°1 :

Paramètres	Fréquence auto surveillance	Fréquence contrôle par un organisme accrédité et agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées (1)
Débit	Mesure en continu	annuelle
Concentration en O <sub>2</sub> de référence	Mesure en continu	annuelle
SO <sub>2</sub>	Mesure en continu	annuelle
NO <sub>x</sub>	Mesure en continu	annuelle
Poussières	Mesure en continu	annuelle
CO	Mesure en continu	annuelle
HAP	Trimestrielle la première année	annuelle
COV	Annuelle les années suivantes	annuelle
HCl	dans le cadre du contrôle par un organisme agréé	annuelle
HF		annuelle
Dioxines	-	Tous les 2 ans
NH <sub>3</sub>		
Cadmium (Cd) Mercure (Hg) Thallium (Tl) et ses composés	Trimestrielle la première année Annuelle les années suivantes dans le cadre du contrôle par un organisme agréé	annuelle
Arsenic (As) Sélénium (Se) Tellure (Te) et ses composés		annuelle
Plomb (Pb) et ses composés		annuelle
Antimoine (Sb) Chrome (Cr) Cobalt (Co) Cuivre (Cu) Etain (Sn) Manganèse (Mn) Vanadium (V) Zinc (Zn) et leurs composés		annuelle

[...]

#### Constats :

Pas d'écart constaté

#### Observations :

Pour rappel, demande D2 de la visite précédente : L'exploitant doit transmettre à l'inspection les résultats du contrôle des rejets atmosphérique 2018 dès réception.

L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des rejets atmosphériques établi par l'APAVE pour une intervention du 31/01/2023.

Ce rapport ne mentionne aucune anomalie en concentration et en flux.

**Aussi, la demande de la visite précédente est soldée.**

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que le prochain contrôle est prévu le 12/02/2024. **L'exploitant doit être vigilant quant-au respect de la fréquence annuelle de l'autosurveillance des rejets atmosphériques.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

N° 6 : Appareils de mesures en continu-gestion suite visite du 16/01/19

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article Art. 3.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Vérification QAL 2 et AST

#### Prescription contrôlée :

Les appareils de mesure fonctionnant en continu sont vérifiés à intervalles réguliers, selon une fréquence inférieure à la journée. Les instruments de mesure de concentrations d'oxydes de soufre, d'oxydes d'azote, de monoxyde de carbone, de poussières et d'oxygène font l'objet d'un calibrage, au moyen de mesures effectuées en parallèle avec les méthodes de référence normalisées en vigueur.

Les valeurs des incertitudes sur les résultats de mesure, exprimées par les intervalles de confiance

<p>à 95 % d'un résultat mesuré unique, ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- SO<sub>2</sub> : 20 %,</li> <li>- NO<sub>x</sub> : 20 %,</li> <li>- Poussières : 30 %,</li> <li>- CO : 10 %.</li> </ul> <p>Les appareils de mesure en continu sont équipés d'une alarme. Celle-ci se déclenche pour un niveau haut, inférieur ou égal aux valeurs limites d'émissions définies par l'article 3.2.4. Cette alarme est transmise au poste de commande et à l'astreinte en dehors des heures ouvrables.</p> <p>Les appareils de mesure en continu sont certifiés QAL 1 selon la norme NF EN 14181. Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure en composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.</p> <p>L'exploitant réalise la première procédure QAL 2 de ses appareils de mesure en continu selon cette norme dans les six mois suivant la mise en service de l'installation puis tous les cinq ans.</p> <p>De plus, l'exploitant réalise la procédure QAL 3.</p> <p>Enfin, il fait réaliser un test annuel de surveillance pour chaque appareil de mesure en continu.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>C4 :</b> L'exploitant ne justifie pas du test annuel des systèmes de mesures automatiques en continu AST, au titre de l'année 2023.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Lors des échanges à la suite de la visite précédente, l'exploitant a transmis la vérification annuelle des systèmes de mesures automatiques en continu (contrôle AST). L'inspection a constaté dans ce rapport de contrôle de l'APAVE la mention « <i>Lors du test opérationnel, il a été mis en évidence un problème de votre analyseur pour le paramètre Dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>). Il n'a donc pas été réalisé d'AST pour ce paramètre.</i> » Aussi, l'AST pour l'analyseur SO<sub>2</sub> n'a donc pu être validée.</p> <p>Aussi, lors de la présente visite, l'inspection a demandé à examiner l'AST et le QAL 2 relatifs aux analyseurs en continu installés et notamment celui relatif au paramètre SO<sub>2</sub>.</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de contrôle AST du 07/04/2022 réalisé par l'APAVE. Aucune anomalie n'a été relevé sur l'ensemble des analyseurs mesurant en continu les paramètres CO, NO<sub>x</sub>, Poussières, SO<sub>2</sub> et O<sub>2</sub>.</p> <p>L'exploitant n'a pas présenté un contrôle AST au titre de l'année 2023. <b>Il est donc en retard de ce contrôle annuel.</b></p> <p>A posteriori de la visite, par courriel du 21/12/2023, l'exploitant a transmis le QAL2, étalonnage des systèmes de mesures automatiques en continu.</p> <p>Ce rapport établi par l'APAVE pour une intervention du 11 au 19/12/2019 ne mentionne aucune anomalie. Cet étalonnage est valable 5 ans. L'ensemble des analyseurs a été étalonné pour les paramètres CO, NO<sub>x</sub>, Poussières, SO<sub>2</sub> et O<sub>2</sub>.</p> <p>A noter que le contrôle QAL 2 précité mentionne que « <i>La procédure QAL3 n'est pas mise en place</i> ». L'inspection n'a pas examiné cette vérification QAL3 (contrôle continu des analyseurs par l'exploitant) du système qualité des analyseurs en continu prévue par la norme en vigueur NF EN 14-181. <b>Néanmoins, si à la date du présent rapport elle n'existe pas, l'exploitant doit mettre en place cette procédure QAL3 sans délai.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article Art. 7.4.6 et 7.4.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, permis feu
<b>Prescription contrôlée :</b> Art. 7.4.6 Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter. [...] Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectent une consigne particulière. [...]  Art. 7.4.6.1 Le permis rappelle notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- les motivations ayant conduit à sa délivrance,</li><li>- la durée de validité,</li><li>- la nature des dangers,</li><li>- le type de matériel pouvant être utilisé,</li><li>- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,</li><li>- les moyens de protection à mettre en oeuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.</li></ul> Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.  À l'issue des travaux et avant la reprise de l'activité, une réception est réalisée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.  Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée. Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tout travaux ou intervention qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement. L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement. Les soudeurs devront avoir une attestation d'aptitude professionnelle spécifique au mode d'assemblage à réaliser.  En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure : <ul style="list-style-type: none"><li>- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,</li><li>- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.</li></ul>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> L'exploitant a présenté un permis feu du 06/12/2023 pour des travaux de tronçonnage, soudage et meulage dans l'atelier DBO/SOCOS. L'inspection n'a pas de remarque sur les éléments mentionnés dans ce permis feu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article Art. 7.7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"><li>- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;</li><li>- des robinets d'incendie armés, alimentés par le réseau d'eau de ville à l'intérieur du bâtiment chaudière et à l'extérieur sur la façade Ouest du bâtiment de stockage de biomasse ;</li><li>- un surpresseur incendie dans le local traitement d'eau alimentant le réseau sprinklage ;</li><li>- un réseau de sprinklage sur les convoyeurs biomasse et dans le silo de stockage de la biomasse ;</li><li>- un système de détection automatique d'incendie ;</li><li>- un réseau d'incendie fixe. Le réseau doit permettre d'obtenir un débit simultané de 120 m<sup>3</sup>/h sous une pression de 1 bar pendant 2 heures. Cette ressource peut être extérieure à l'établissement. Pour ce faire un hydrant est positionné à l'intérieur du site, 50 mètres après l'entrée côté Avenue Claude Guillemin,</li><li>- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, ou tout autre dispositif équivalent ;</li></ul> <p>Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle permanente de la ressource en eau incendie.</p> <p>Le bâtiment de stockage de la biomasse est équipé d'un système d'extinction automatique. L'alimentation de ce système doit garantir le débit de 120 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar nécessaire à la défense incendie du site. A défaut une réserve incendie destinée à l'alimentation de l'extinction automatique de la fosse de stockage doit être mise en oeuvre et doit assurer une durée minimale de 1 heure de fonctionnement. La pompe alimentant la réserve incendie doit pouvoir être secourue par un groupe électrogène ou prise en amont de la coupure électrique du site.</p>
<b>Constats :</b> <b>C5 :</b> Compte tenu du manque de fiabilité des essais en simultané des débits des poteaux incendie, l'exploitant ne peut justifier d'un débit en simultané effectif de 120 m <sup>3</sup> /h pendant 2h sous 1 bar.
<b>Observations :</b> L'exploitant a présenté : <ul style="list-style-type: none"><li>- pour les extincteurs, le rapport de vérification annuelle réalisée le 06/09/2023 par la société CHUBB- Pas d'anomalie</li><li>- pour les RIA, le rapport de vérification annuelle réalisée le 04/08/2023 par la société CHUBB – mention d'anomalie corrigé le jour de l'intervention par le prestataire</li><li>- pour les poteaux incendie, des essais effectués par la société ADA RESEAUX en unitaire le 29/04/22 et en unitaire et simultané le 07/11/2023. <b>A noter que l'exploitant doit être vigilant quant au respect de la fréquence annuelle de cet essai.</b></li></ul> <p>Sur les poteaux incendie, les résultats des essais sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- en 2022, sous 1 bar, le poteau P1 a un débit unitaire de 68 m<sup>3</sup>/h et P2 a un débit unitaire de 74 m<sup>3</sup>/h.</li><li>- en 2023, sous 1 bar, P1 a un débit unitaire de 95 m<sup>3</sup>/h et P2 a un débit unitaire de 104 m<sup>3</sup>/h. En simultané (mesure sur 1 poteau pendant que l'autre est ouvert), sous 1 bar, P1 quand P2 est ouvert a un débit en simultané de 107 m<sup>3</sup>/h et P2 quand P1 est ouvert à un débit en simultané de 115 m<sup>3</sup>/h.</li></ul> <p>Ces poteaux incendie sont alimentés en eau de ville.</p> <p>L'inspection constate une importante variabilité entre 2 mesures de débit unitaire sur ces poteaux. De plus, il est impossible d'avoir une augmentation de débit lors d'un essai en simultané des poteaux incendie alimentés par le même réseau d'adduction d'eau potable. Enfin, il aurait dû être effectué la mesure en simultané sur les 2 poteaux et non une mesure par poteau avec le</p>

second poteau ouvert. **Compte tenu de ce qui précède, démontrant un manque de fiabilité des résultats, il n'est donc pas possible de conclure sur la disponibilité du débit de 120 m³/h en simultané.**

L'inspection a constaté ;

- la présence d'une réserve de sable,
- un taux de remplissage de la cuve de fioul d'environ 90 % (volume total de 185 l et remplissage manuel),
- la présence des résultats des tests et vérifications hebdomadaires du système d'extinction automatique incendie dans le local sprinklage – pas de remarque,
- que le réseau du système d'extinction automatique incendie est sous air,
- que le système d'extinction automatique incendie est alimenté en direct par le réseau d'adduction d'eau de la ville. L'exploitant a indiqué ne pas rencontrer de difficulté lors des essais et obtenir le débit de 120 m³/h sous 1 bar.

L'inspection n'a procédé à aucun test lors de cette visite.

De plus, l'inspection n'a pas vérifié le contrôle par l'exploitant de la détection automatique incendie (détection ponctuelle ou par aspiration selon les éléments de l'étude de dangers).

Un point de contrôle spécifique a été examiné par l'inspection lors de cette visite pour le système d'extinction automatique incendie (PC n°9).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 9 : Système d'extinction automatique incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article Art. 7.7.1, 7.7.2 et 7.7.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Système d'extinction automatique incendie

**Prescription contrôlée :**

Art. 7.7.1

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers.

[...]

Art. 7.7.2

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. J1 doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Art. 7.7.4

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

[...]

- un réseau de sprinklage sur les convoyeurs biomasse et dans le silo de stockage de la biomasse ;

[...]

**Constats :**

**C6 :** Compte tenu de la méconnaissance du référentiel de conception et d'entretien du système d'extinction automatique incendie, de la présence d'agglomérats de poussières sur les têtes et du non-respect des fréquences de vérification du système d'extinction automatique incendie, l'exploitant ne justifie pas :

- que le stockage de biomasse est doté d'un moyen adapté aux risques,
- que les équipements sont maintenus en bon état,
- des conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

**Observations :**

L'inspection n'a examiné que les éléments relatifs au système d'extinction automatique incendie présent dans le bâtiment de stockage de la biomasse.

Selon l'étude de dangers, l'installation du système d'extinction automatique incendie est une demande de l'assureur de l'exploitant.

L'exploitant a présenté la vérification Q1 du 20/07/2023 réalisée par la société AIRES. Le rapport ne mentionne pas de non-conformité avec risque de mise en échec.

La vérification Q1 résulte de l'application de la norme APSAD R1, système d'extinction automatique incendie à eau. Cette vérification est selon cette même norme semestrielle. La conception et l'installation du système d'extinction automatique selon la norme R1 est formalisé par un certificat de conformité R1.

Pour rappel, un système d'extinction automatique incendie est conçu, installé et entretenu selon le même référentiel.

Le Q1 présenté du 20/07/2023 mentionne également :

- que la mise en service initiale de l'extinction automatique incendie a eu lieu le 01/09/2012,
- qu'une demande de mise à disposition du certificat N1,
- que la dernière vérification Q1 a eu lieu le 08/09/2020,
- des observations et/ou améliorations proposées.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un certificat de conformité du système d'extinction automatique incendie N1.

L'inspection constate que l'exploitant ne respecte pas la fréquence semestrielle de contrôle du système d'extinction automatique incendie, fréquence confirmée par l'exploitant selon le contrat avec le prestataire.

Concernant les observations/améliorations, l'exploitant a indiqué les prendre en compte si nécessaire.

Enfin, lors de la visite terrain, l'inspection a constaté que la totalité des têtes du système d'extinction incendie sont recouvertes d'un agglomérat de poussières de bois. L'exploitant a indiqué que le stockage de bois est très fréquemment rempli d'un brouillard issu de l'humidité de la biomasse et que mélangé à la poussière de bois, les installations et équipements présents dans le stockage de biomasse sont ainsi recouverts d'une couche d'agglomérat de poussières de bois.

Aussi, le caractère opérationnel de déclenchement et de diffusion des têtes en cas d'incendie est vraisemblablement fortement altéré par la présence de cette agglomération de poussière.

**Compte tenu de ce qui précède, l'exploitant doit :**

- préciser le référentiel reconnu relatif au système d'extinction automatique incendie installé,
- transmettre le certificat de conformité conforme à un référentiel reconnu relatif au système d'extinction automatique incendie installé,
- justifier du caractère opérationnel du système d'extinction automatique incendie en toutes circonstances (incluant la présence d'agglomérat de poussières sur les têtes).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 10 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article Art. 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<b>Prescription contrôlée :</b> Système d'évacuation des fumées automatique et manuel : Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation, Le bon fonctionnement du système de désenfumage doit être vérifié au moins une fois par an.
<b>Constats :</b> <b>C7 :</b> Le système de désenfumage n'est pas opérationnel.
<b>Observations :</b> Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que le désenfumage était inopérant. Aussi, l'exploitant laisse les trappes de désenfumage ouvertes en permanence. Il indique également que cela réduit la présence de vapeur d'eau en suspension au-dessus du stockage de biomasse.  L'inspection informe l'exploitant que le fait de laisser les trappes de désenfumages ouvertes en permanence est contraire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique incendie. En effet, les températures de déclenchement des fusibles des têtes d'un système d'extinction automatique incendie sont conçues pour s'ouvrir à une température moindre que celles du désenfumage. Aussi, en présence de trappes ouvertes en permanence, la chaleur de l'incendie ne peut s'accumuler et augmenter en toiture à proximité des têtes. En conséquence, les têtes du système d'extinction automatique ne se déclencheront pas ou très tardivement lorsque l'incendie sera à un stade avancé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 11 : Gestion des eaux d'extinction incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article Art. 7.7.7 et Art. 29.V AM 03/08/2018
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassin de confinement et bassin d'orage
<b>Prescription contrôlée :</b> Art. 7.7.7 AP 02/08/2013 Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 807 m <sup>3</sup> .  Le bassin de confinement est constitué par la fosse des eaux pluviales de 350 m <sup>3</sup> , en cas d'incendie du stockage de biomasse une capacité complémentaire de 680 m <sup>3</sup> constitué de fosses permet de recueillir les eaux polluées.  Le volume du bassin de confinement des eaux d'extinction doit tenir compte du volume généré par l'extinction automatique de la fosse de stockage de biomasse.  Le bassin de confinement est équipé d'une vanne permettant de s'isoler du réseau public en cas d'incendie.  La vidange suit les principes imposés par l'Article 4.3.11. traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.  Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires

de stockage est collecté dans un bassin d'orage enterré d'une capacité de 350 m<sup>3</sup>, celui-ci est équipé d'un limiteur de débit de type VORTEX.

Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

Art. 29.V AM 03/08/2018

V. Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. (applicable depuis le 01/01/2020)

**Constats :**

**C8 :** En cas d'incendie, le bassin de rétention enterré externe de 350 m<sup>3</sup> n'est pas équipé d'un dispositif automatique d'obturation.

**Observations :**

L'exploitant a indiqué que le site dispose d'un bassin enterré de 350 m<sup>3</sup> situé sous la voirie à proximité :

- du stockage de biomasse,
- de fosses situées dans les installations de combustion et biomasse cumulant un volume de 680 m<sup>3</sup>.

Le bassin enterré récupère également les eaux pluviales. Les fosses sont quant à elles isolées du milieu naturel.

L'exploitant a présenté des photos du bassin enterré. Celui est visitable.

En cas d'incendie, l'exploitant a indiqué que ce bassin enterré est muni d'un dispositif d'obturation manuel. Un coffret est situé à proximité de l'entrée, rue Claude Guillemin. L'exploitant a présenté une procédure associée à la fermeture manuelle de ce dispositif d'obturation. Le personnel doit actionner manuellement un bouton sur le coffret pour fermer la vanne d'obturation.

Or, compte tenu du fait que la rétention des eaux d'extinction incendie est externe, le dispositif d'obturation doit être automatique.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois